

Boško I. Bojović

“Qui habet tempus habet vitam”

**La question de Thessalonique et la crise dans les Balkans
La Yougoslavie au seuil de la guerre: entre diplomatie
et coup d'État (octobre 1940 - mars 1941)**

Au début de la Seconde Guerre mondiale la Yougoslavie se trouvait dans une situation particulièrement difficile. Ceci, en premier lieu, en raison de sa position géographique, ainsi que du fait des contradictions croissantes qu'elle devait affronter dans sa politique intérieure. Située sur la principale voie d'accès continentale entre l'Europe centrale, d'une part, et la mer Égée, ainsi que l'Asie Mineure, d'autre part, la Yougoslavie avait une frontière commune avec sept pays d'Europe centrale et balkanique. Hormis la Grèce et la Roumanie, pays traditionnellement amis, les autres voisins de la Yougoslavie exprimaient des revendications territoriales à son égard, que l'expansion des alliés de l'Axe ne pouvait qu'attiser. A partir de l'annexion de l'Autriche, l'Allemagne devint le plus redoutable de ces voisins, alors que l'Italie persistait dans une attitude vindicative en raison de ses aspirations territoriales. Pour des raisons tant stratégiques qu'économiques, la diplomatie yougoslave avait amorcé un virage qui la rapprochait des puissances de l'Axe au cours des années précédant la guerre¹. Cette politique d'apaisement et de conciliation fut mise en difficulté après la défaite de la France en 1940, notamment en raison de documents que les Allemands découvrirent en France, qui fournissaient les preuves de la duplicité qui avait été celle de la politique yougoslave envers les pays de l'Axe.

Lorsque l'Italie déclara la guerre à la Grèce en 1940, le danger d'un

1. V. Stoyanovitch, *Le rapprochement italo-yougoslave et la Petite Entente*, Paris 1939, pp. 179-225; Ph. Hepburn, "Britain and the Question of Yugoslav Neutrality 1930-1937", *Balkanica* 18-19 (1987-1988) 287-295; Dragana Gnjatović, "Poverljivi jugoslovensko-nemački finansijski protokoli 1939-1940" (Les protocoles financiers confidentiels yougoslavo-allemands 1939-1940), *Ekonomska misao* 26, 3-4 (1993) 171-185.

encerclément stratégique complet se fit encore plus grave. Confrontés à un rapport de forces de plus en plus défavorable face aux pays de l’Axe, les dirigeants yougoslaves misèrent sur une importante activité diplomatique, s’efforçant d’éviter un conflit avec les Puissances de l’Axe tout en préservant une apparente neutralité dans l’attente de jours meilleurs pour les alliés traditionnels du pays. Alors que les pays voisins étaient annexés, occupés ou tombaient l’un après l’autre dans le giron de l’Axe, le plus difficile pour la Yougoslavie était d’éviter d’accepter l’embrigadement dans le pacte tripartite tout en s’assurant d’une attitude bienveillante de la part de l’Allemagne et de l’Italie.

Lors des négociations qui eurent lieu à cet effet en 1940 et 1941, la question de Thessalonique sembla occuper un rôle sinon essentiel du moins de premier ordre, pour des raisons qui étaient plus tactiques que stratégiques, psychologiques qu’économiques.

En raison de la faiblesse stratégique de ses frontières septentrionales et occidentales, la mer Égée présentait, en effet, une importance considérable pour la Yougoslavie. La plaine danubienne était d’un accès facile pour les blindés allemands, alors que la politique de *mare nostrum* italienne, surtout après l’occupation de l’Albanie, interdisait pratiquement à la Yougoslavie toute communication maritime avec le reste de la Méditerranée. Dans le conflit armé qu’il lui semblait difficile d’éviter, mais qu’elle s’efforçait désespérément de différer au plus tard possible, la Yougoslavie ressentait un besoin impérieux de disposer d’une possibilité de communication logistique, ainsi que d’un repli stratégique sur la mer Égée. Après la Première Guerre Mondiale, une zone libre avait été ménagée pour la Yougoslavie dans le port de Thessalonique. Situé à la même distance de Belgrade que les ports de l’Adriatique, ce port est en effet d’un accès incomparablement plus facile en passant par les vallées de la Morava et du Vardar.

C’est dans ce contexte qu’il faut comprendre les préoccupations des dirigeants yougoslaves face à la menace que pouvait représenter une éventuelle occupation de Thessalonique par l’Italie, par l’Allemagne, ou encore par la Bulgarie. C’est de cette préoccupation que les puissances de l’Axe sauront tirer profit pour attirer la Yougoslavie dans le giron du “Nouvel Ordre européen”.

Les premières manifestations de cette préoccupation majeure pour les dirigeants yougoslaves d’alors apparurent, selon la documentation

disponible, dès l'annonce de l'agression de l'Italie contre la Grèce (le 28 octobre 1940).

Lors de la réunion du Conseil royal, tenue le 28 octobre 1940, le prince régent, Paul, tint des propos qui illustraient bien le désarroi yougoslave: "... Il faut mobiliser au Sud. Nous ne pouvons pas laisser l'Italie s'emparer de Thessalonique". Le Premier ministre Cvetković avait tenu des propos similaires, à la différence des ministres de la défense et des affaires étrangères, Nedić et Cincar-Marković qui inclinaient pour une attitude beaucoup plus pondérée.

Dans l'hypothèse, que l'on pouvait alors envisager, d'une rapide défaite grecque, le Prince montrait des signes de panique, pensant à voix haute: "On ne peut pas me demander d'attaquer le pays de mon épouse (la princesse Olga), la Grèce est notre alliée.

Personne ne pense que nous devons attaquer la Grèce, mais nous sommes tous d'accord pour estimer qu'il serait inacceptable d'avoir l'Italie à Thessalonique. Pour la Grèce, elle-même d'ailleurs, il serait préférable de nous avoir à Thessalonique à la place des Italiens"².

Le fait est que dès la première rencontre qui eut lieu entre Hitler et le prince Paul, le 5 juin 1939 à Berlin, la question de Thessalonique ne fut point abordée. Il n'en sera pas de même lors des négociations qui se déroulèrent en 1940, comme on le verra par la suite. Hitler n'avait pas caché sa déception devant l'attitude des Yougoslaves qui surent habilement esquiver toute concession au pacte tripartite³.

Lorsque les Alliés déclarèrent la guerre à l'Allemagne, le prince Paul demanda à la France d'ouvrir une sorte du nouveau front de Thessalonique. Cette demande était motivée par la nécessité impérieuse qu'il y avait pour la Yougoslavie de pouvoir maintenir un libre accès à la mer Égée, condition *sine qua non* au maintien de sa neutralité, ainsi qu'à son

2. Notes du Ministre de la Cour royale, Milan Antić, voir: *Aprilski rat 1941. Zbornik dokumenata*, t. I (La guerre d'avril 1941. Recueil de documents, t. I), Belgrade 1969, doc. no 293, pp. 872, 874; V. Terzić, *Slom kraljevine Jugoslavije 1941. t. I. Uzroci i posledice poraza* (Débâcle du Royaume de Yougoslavie. t. I. Les causes et les conséquences de la défaite), Belgrade 1982, pp. 288-289.

3. *Aprilski rat 1941. Zbornik dokumenata I*, no 56.

entrée en guerre aux côtés des Alliés lorsque le moment serait venu⁴. Envisagé initialement par les Alliés, le projet d'une tête de pont entre les Dardanelles et Thessalonique ne put alors recevoir une adhésion pleine et entière de la Grèce. Quant à la stratégie de neutralité yougoslave, elle se montrait de plus en plus difficile à maintenir après l'effondrement de la France.

Conformément aux décisions du Conseil royal des 28 et 31 octobre, ainsi que du 1er novembre, l'attaché militaire de Yougoslavie à Berlin, le colonel Vauhnik, reçut instruction de sonder ce que pourraient être les réactions allemandes dans l'éventualité d'une occupation de Thessalonique par l'armée yougoslave⁵. L'ambassadeur de Yougoslavie à Berlin, Ivo Andrić, manifesta vivement sa désapprobation: "Ce serait un acte de trahison envers la Grèce, notre alliée"⁶.

Une autre mission confidentielle fut confiée en même temps au directeur du quotidien "Vreme", Danilo Gregorić, l'un des plus sûrs agents allemands à Belgrade⁷, mais aussi homme de missions confidentielles pour le compte du Président du Gouvernement yougoslave, Cvetković.

Après le bombardement de Bitolj par l'aviation italienne, les 5 et 6 novembre, Vladislav Stakić, avocat de l'ambassade d'Italie à Belgrade, fut chargé d'une mission secrète à Rome, par le Ministre de la Cour, Antić, sur l'ordre du prince Paul. Lors de l'entretien que Stakić eut avec le comte Ciano, le 11 novembre à Rome, ce dernier l'assura qu'il n'était pas de l'intention de l'Italie d'occuper Thessalonique. Mais alors que Stakić cherchait à obtenir l'accord de l'Italie sur un renouvellement du

4. J. Hoptner, *Jugoslavija u krizi 1934-1941*, 1964 (titre original: *Yugoslavia in Crisis 1934-1941*, Columbia University Press, New York - London 1962), p. 239; V. Terzić, *op.cit.*, p. 261.

5. D. Simović, *Memoari II* (Mémoires II), ms. Archives de l'Institut d'histoire militaire, R-16, p. 47.

6. Selon Alfredo Breccia, *Jugoslavia 1939-1941. Diplomazia della neutralita*, Giuffrè editore, Milano 1978, "La question de Thessalonique ne présentait pas de caractère prioritaire aussi longtemps que les Grecs réussissaient à défendre avec succès leur territoire", cf. Id., pp. 403-404.

7. Voir la lettre de Gregorić à Paul Schmidt, du 20 janvier 1941, B. Petranović, N. Žutić, *27 Mart 1941. Tematska zbirka dokumenata* (Le 27 mars 1941. Recueil thématique de documents), Belgrade 1990, p. 99.

pacte de non-agression, ce que Ciano proposait à la Yougoslavie, c'était bien une alliance: "Je sais quelle est l'attitude du prince Paul et je ne cherche pas à obtenir son alliance contre l'Angleterre, mais ne nous serait-elle pas plus utile contre l'URSS?" - "Et pourquoi pas aussi contre l'Allemagne un jour?" répliqua Stakić, - "Peut-être" répondit Ciano en souriant. Le prince Paul refusa cependant net la proposition de Ciano, estimant que la Yougoslavie n'avait rien à gagner à ce marché, alors qu'elle allait y perdre sa souveraineté.

Lors des entretiens Hitler-Ciano, qui se déroulèrent le 18 et le 20 novembre à Obelsalberque et à Vienne, Hitler demanda à l'Italie de faire des concessions (garantie de l'intégrité territoriale et cession de Thessalonique) dans l'espoir de s'assurer la neutralité de la Yougoslavie. Ciano exprima sa conviction qu'il pourrait amener Mussolini à faire ces concessions malgré toute l'animosité qu'il nourrissait depuis toujours contre les Yougoslaves. Les consultations Hitler-Ciano portèrent en premier lieu sur la nécessité d'acheminer une aide allemande aux Italiens en difficulté avec les Grecs, chose qui serait difficile à réaliser selon Hitler si l'on ne pouvait obtenir de la Yougoslavie une neutralité, stricte et bienveillante à la fois. Hitler était convaincu qu'il serait possible d'obtenir l'adhésion du prince Paul à ce projet, car "il pourrait ainsi achever sa régence comme un grand homme d'État en obtenant le rattachement de Thessalonique à la Yougoslavie"⁸.

Dans la lettre qu'il adressa à Mussolini en date du 20 novembre, Hitler écrivait: "Nous devons convaincre la Yougoslavie de changer sa politique actuelle et l'intéresser à une réelle coopération avec nous, afin que nous puissions résoudre la question grecque. Si nous n'obtenons pas de garanties du côté yougoslave, il est inutile d'entreprendre des opérations dans les Balkans. Elles seraient condamnées à l'échec"⁹. C'est à partir de ces prémices que fut définie ce qu'allait être l'action des deux puissances de l'Axe se fixant comme but d'assurer la neutralité bienveillante puis l'adhésion au pacte tripartite de cette "Yougoslavie insaisissable". La diplomatie yougoslave s'efforçait de tirer profit de la

8. *Aprilski rat 1941. Zbornik dokumenata I*, no 314, p. 933; J. Hoptner, *op.cit.*, pp. 364-365.

9. *Tajna pisma Hitler-Musolini (1940-1943)*, priredio i preveo Bogdan Krizman (Correspondence secrète Hitler-Musolini 1940-1943, édition et traduction par Bogdan Krizman), Zagreb 1953, p. 32.

rivalité entre les deux alliés, afin de gagner du temps en vue d'une évolution favorable pour ses alliés traditionnels.

A l'occasion de sa deuxième mission confidentielle à Berlin, les 23 et 24 novembre sur invitation allemande, Gregorić transmet à Ribbentrop le message de Cincar-Marković selon lequel la Yougoslavie serait prête à rejoindre le pacte anti-britannique s'il lui était possible d'obtenir la garantie de l'inviolabilité de ses frontières, ainsi qu'un accès à la mer Égée. "Nous ne nous opposons pas à ce que la Grèce garde Thessalonique, mais si elle devait le perdre, que ce soit au profit de la Yougoslavie". Ribbentrop répondit que l'Allemagne, qui menait un combat de vie ou de mort ne pouvait plus supporter le caractère impénétrable de la politique yougoslave, que celle-ci devait donc rejoindre le pacte tripartite, mais que ses prétentions sur Thessalonique étaient certes légitimes.

Cependant, lorsque le 27 novembre, l'ambassadeur allemand à Belgrade demanda une autorisation pour le passage de 1000 véhicules de transport en Albanie via la Yougoslavie, il essuya un refus net de la part de Cincar-Marković, qui lui exprima des réserves quant à la visite qui avait été rendue à Ribbentrop, niant avoir confié une telle mission à Gregorić¹⁰.

Cincar-Marković se rendit néanmoins en Allemagne où il eut des entretiens secrets avec Ribbentrop et Hitler, les 28 et 29 novembre. Lorsque Hitler lui exposa ses arguments en faveur d'une "consolidation" de la position de la Yougoslavie, il lui assura que les "corrections territoriales" dont bénéficierait la Bulgarie devraient se faire aux dépens de la Grèce et non pas de la Yougoslavie. Concernant la démilitarisation de la Dalmatie exigée par l'Italie, Hitler relativisa ce "geste", arguant que la Yougoslavie n'aurait plus à courir le risque d'être attaquée une fois qu'elle aurait acquis son accès à la mer Égée, car si l'Adriatique pouvait se trouver sous contrôle de l'Italie, il n'y avait pas lieu de craindre qu'elle puisse faire de même pour la mer Égée. Si la Yougoslavie voulait s'assurer une position stable en même temps que la sécurité en Europe, il suffisait donc qu'elle conclue un pacte de non agression avec les deux puissances de l'Axe¹¹.

Les dirigeants yougoslaves en tirèrent la conclusion que tout danger

10. V. Terzić, *op.cit.*, p. 301.

11. *Ibid.*, p. 303.

de se voir imposer l'adhésion au pacte tripartite était désormais écarté. Ils pensaient être en mesure d'escompter qu'un traité de non-agression tripartite suffirait pour assurer la sécurité de la Yougoslavie, d'autant que l'Allemagne devrait s'y porter garante contre les ambitions de l'Italie, alors que l'Italie devrait assurer le même rôle par rapport à l'Allemagne.

Lors des entretiens qu'eurent Hitler et Ribbentrop avec Mussolini et Ciano, le 19 janvier à Berghof, la position avantageuse qu'avait obtenue la Yougoslavie fut confirmée, puisqu'il y fut question de la nécessité absolue de la tenir "tranquille", afin d'éviter de créer des complications graves dans la partie décisive du conflit qui allait se dérouler avec la Grèce. C'est cette position qui avait sans doute permis au prince Paul de promettre au Président Metaxas, qu'il ne permettrait en aucun cas aux troupes allemandes de traverser la Yougoslavie dans le but d'attaquer la Grèce.

Alors qu'ils avaient approuvé jusque là la politique de neutralité yougoslave, c'est l'initiative britannique et américaine visant à créer une coalition balkanique contre l'Axe qui devait compliquer la délicate position yougoslave. S'adressant à l'émissaire américain Donovan, le prince Paul dénonça la duplicité et la veulerie de la Bulgarie, mettant en garde son interlocuteur contre "la stupidité de la diplomatie britannique qui n'a pas encore réussi à percer les vraies intentions du roi Boris"¹².

Alors que les pays voisins, la Hongrie, la Roumanie, puis la Bulgarie (le 1er mars) passaient sous contrôle allemand, c'est à partir du mois de février 1940 que les pressions s'accrochèrent dans le but de forcer la Yougoslavie à adhérer au pacte de l'Axe. Lorsqu'à l'occasion des négociations de Rome, l'envoyé yougoslave Stakić exprima l'objection que la proposition italienne concernant Thessalonique risquait de rendre les négociations encore plus difficiles, car le dépeçage d'un pays ami était contraire à la politique de la Régence et à l'opinion publique en Yougoslavie, Mussolini lui répondit que si Belgrade ne réglait pas ses relations avec l'Axe, l'Allemagne pourrait bien envisager de rester définitivement à Thessalonique. Ayant pris connaissance de ces nouvelles négociations à Rome, Ribbentrop les considéra comme une tentative de la part de Belgrade pour semer le trouble entre Allemagne et l'Italie et exigea qu'il y fût mis un terme.

12. A. Breccia, *op.cit.*, p. 434.

Cédant à des pressions allemandes insistantes, Cvetković et Cincar-Marković rencontrèrent Hitler, en secret, le 14 février à Berchtesgaden. Ils avaient pour instruction de “sauvegarder la neutralité en évitant toute immixtion dans le conflit qui opposait les deux blocs”. Hitler exerça sur les deux Yougoslaves une pression qui prenait des allures d’ultimatum, alors que ces derniers rétorquèrent qu’ils n’étaient pas habilités à mener de telles négociations. Une visite du prince Paul fut proposée, alors que les responsables yougoslaves rentraient abattus et inquiets à Belgrade¹³.

Organisée dans le plus grand secret (à l’insu des autres membres de la Régence), le 4 mars à Berghof, la rencontre entre Hitler et le prince Paul marqua la phase finale de l’adhésion de la Yougoslavie au pacte tripartite. Face à l’insistance allemande, le Conseil royal adopta un accord de principe. Un seul membre de la Régence, Radenko Stanković, se prononça contre le pacte, alors que le Président du Conseil, Cvetković se déclara plutôt en faveur d’un accord bilatéral avec l’Allemagne. L’argument décisif étant pour lui l’impossibilité où l’on se trouvait de livrer une guerre efficace contre la puissance allemande dont les concentrations armées entouraient désormais près des trois-quarts du territoire yougoslave. Les ministres, Cincar-Marković, Maček (chef du bloc croate), Kulovec (Slovène), le général Pešić (dont les jugements alarmants sur les capacités de défense yougoslave avaient pesé lourd dans la décision), se rangèrent du côté du Pacte parce qu’ils jugeaient qu’il représentait la seule solution réaliste. Au bout de deux semaines de tergiversations et après trois rappels ultimatifs de Ribbentrop, un accord fut conclu le 20 mars, et le Pacte fut signé le 25 mars à Vienne, par Cvetković, Cincar-Marković, Ribbentrop et Ciano. C’est au fait qu’Hitler avait la plus grande hâte de conclure ce pacte avec la Yougoslavie, ainsi qu’aux hésitations des dirigeants yougoslaves, pressés de toute part de renoncer au pacte, expliquent qu’il faut attribuer les importantes concessions et l’inhabituelle flexibilité dont firent preuve les Allemands devant les Yougoslaves.

Selon les termes du traité signé le 25 mars:

1) Les puissances de l’Axe garantissent la souveraineté et l’inviolabilité des frontières de la Yougoslavie¹⁴.

13. *Aprilski rat 1941. Zbornik dokumenata I*, pp. 77-83, 85-93.

14. V. Terzić, *op.cit.*, pp. 420-422.

a) Tenant compte de la situation actuelle, aucune assistance militaire yougoslave ne sera exigée de la part de l'Allemagne et de l'Italie¹⁵.

Cette clause ne devrait être divulguée que d'un commun accord.

b) Les puissances de l'Axe s'engagent à s'abstenir de tout transport de troupes ou de matériels militaires par le territoire yougoslave¹⁶.

Cette clause devait être rendue publique.

La dernière clause, qui devait rester ultrasecrète, concernait Thessalonique qui serait cédé à la Yougoslavie lorsque viendrait le jour où de nouvelles frontières devraient être tracées dans les Balkans¹⁷.

Lorsqu'à la veille de la signature le 25 mars, le prince Paul consulta le général Simović, commandant en chef de l'Armée de l'air, sur les conséquences possibles de l'adhésion au pacte, celui-ci lui répondit qu'il ne lui serait pas possible de contenir ses officiers et qu'ils pourraient bombarder la Résidence royale. Maček, le leader croate, réagit en disant qu'il n'avait jamais entendu parler d'un coup d'État annoncé qui se serait réalisé. C'est pourtant bien ce qui se produisit, avec le général Simović en tête.

Le traité du 25 mars ne vécut que pendant une durée de deux jours, le coup d'État militaire du 27 mars mettant fin au régime du prince Paul et au Gouvernement Cvetkovic-Maček. La population serbe, la plus grande partie de l'Armée et l'Église orthodoxe, soutenus par la propagande britannique, refusèrent d'accepter ce pacte qu'ils jugeaient humiliant, contre-nature, incompatible avec les alliances traditionnelles et avec toute notion de démocratie, contraire à l'éthique historique et au patriotisme serbe et yougoslave¹⁸.

Lors des manifestations qui furent organisées dans toutes les villes de population serbe, le slogan le plus répandu était: "Mieux vaut la guerre que le pacte —plutôt le tombeau que l'esclavage".

La vengeance de Hitler fut fulgurante, alors que l'aide britannique fut insignifiante: dès le 6 avril et sans déclaration de guerre, des bombarde-

15. *Ibid.*, pp. 423-425.

16. *Ibid.*, pp. 426-427.

17. *Ibid.*, pp. 426, 429.

18. M. Zečević, "Slobodan Jovanović i 27 mart 1941" (Slobodan Jovanović et le 27 mars 1941), *Istorija 20 veka* 1 (1996) 45-57; B. Mirković, *Istina o 27 martu (Memoarski spis)* (La vérité sur le 27 mars témoignage), Belgrade 1996.

ments massifs firent des milliers de morts rien qu'à Belgrade, l'Armée yougoslave capitula au bout d'une semaine de résistance désordonnée, les Croates ayant fait défection en rejoignant l'occupant. Une guerre multiple et totale commençait, comprenant Révolution communiste, Résistance désespérée et guerre civile, guerre interethnique et interconfessionnelle¹⁹, impliquant exterminations, conversions forcées et génocide de centaines de milliers de Serbes en premier lieu, mais aussi de Juifs et de Tziganes²⁰, et se soldant finalement par plus d'un million de victimes²¹. On pourrait dire que le mouvement du 27 mars fut celui d'un pathétique sacrifice dans la chair pour l'honneur et pour la vertu civique.

En ce qui concerne la question de Thessalonique et d'un accès à la mer Égée, question qui est restée longtemps méconnue du fait des circonstances dramatiques et du caractère caduc de cet épisode de la crise balkanique et mondiale du milieu du siècle, il serait utile de lui accorder une attention renouvelée. D'après l'examen attentif de la documen-

19. B. Vučević, *Ideološki, vjerski i etnički sukobi u Jugoslaviji (1941-1945)* (Les conflits idéologiques, confessionnels et ethniques en Yougoslavie 1941-1945), Podgorica 1996.

20. Narcisa Lengel-Krizman, "Prilog proučavanju terora u tzv. NDH: sudbina Roma 1941-1945" (Contribution à l'étude de la terreur dans l'État indépendant croate: le sort des Tziganes 1941-1945), *Časopis za suvremenu povijest* 18-1, Zagreb 1986, 29-42; Lj. Boban, "Izvjestaj Jugoslovenskog poslanstva u Vatikanu o prilikama u Hrvatskoj (1941-1943)" (Rapport de l'Ambassade de Yougoslavie auprès du Saint Siège sur la situation en Croatie 1941-1943), *Slavonski povijesni zbornik* 23, 1-2, Slavonski Brod 1986, pp. 215-250; M. Koljanin, "Holokaust u Jugoslaviji (1941-1944)" (L'Holocauste en Yougoslavie – 1941-1944), *Jugoslavenski istorijski časopis* 1-2 (1996) 111-122.

21. Les statistiques des pertes à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale s'échelonnent entre 1.027.000 (V. Žerjavić, *Gubici stanovništva Jugoslavije u drugom svjetskom ratu / Les pertes humaines de la Yougoslavie dans la Deuxième Guerre mondiale*, Zagreb 1989) et 1.838.000 (Ž. Djordjević, *Gubitci stanovništva Jugoslavije u Drugom svjetskom ratu / Pertes humaines de la Yougoslavie dans la Deuxième Guerre mondiale*, Belgrade 1997), 1.600.000 (I. Lah, "Istinski gubici Jugoslavije u Drugom svjetskom ratu" / Véritables pertes humaines de la Yougoslavie dans la Deuxième Guerre mondiale, *Statistička revija* 2-3 /1945), ou encore 1.814.000 (D. Vogelink, "Demografski gubitci Jugoslavije u Drugom svjetskom ratu" / Pertes démographiques de la Yougoslavie dans la Deuxième Guerre mondiale, *Statistička revija* 2 / 1952). Le recensement de 1948 révèle une perte démographique de 2.428.000 (sur 16.000.000 en 1931, c'est-à-dire au recensement précédent), ce qui permet de retenir le chiffre de 1.400.000 victimes (Dj. Tasić, *Konačni rezultati popisa stanovništva 15/03/1948 / Les résultats du recensement de population de 15/03/1948*, Beograd 1951), chiffre qui semble le plus proche de la réalité. Ce qui place la Yougoslavie en deuxième position des pertes en Europe, après la Pologne.

tation disponible, il apparaît que cette question qui ressurgit à maintes reprises tout au long des longues tractations entre les responsables yougoslaves et ceux des puissances de l'Axe représentait une manoeuvre tactique plutôt qu'un véritable enjeu stratégique. Lors d'une réunion du Conseil royal, alors qu'il s'agissait d'arrêter la décision de l'adhésion au pacte tripartite, le ministre des affaires étrangères, Cincar-Marković, déclara à Maček, le leader croate: "Si la Yougoslavie avait refusé la cession de Thessalonique, les Allemands auraient douté de la sincérité des Yougoslaves"²². Ce point de détail, ainsi que bien d'autres indices, montre bien à quel point il était impératif de gagner la confiance des Allemands alors qu'il s'agissait de gagner du temps ("Qui habet tempus habet vitam"²³), tout en cherchant désespérément à trouver une échappatoire, en attendant l'invasion de l'URSS qui devait détourner l'action de l'Allemagne hors des Balkans. Dans cette situation lourde des plus grands dangers, conscient de l'opposition à la fois de l'opinion publique à toute adhésion de la Yougoslavie à l'Axe d'une part, mais convaincus aussi de l'imminence d'une guerre qu'il savait perdue d'avance, le régime du prince Paul ne disposait que d'une marge de manoeuvre extrêmement réduite. La question de Thessalonique ne présentait plus dans ces conditions qu'un intérêt subalterne²⁴, mais elle pouvait en revanche jouer un rôle tactique²⁵ dans le subtil marchandage d'intérêts stratégiques auquel se livrait la diplomatie yougoslave, tablant sur la rivalité entre Hitler et Mussolini. Le but visé par une telle politique n'était pas bien sûr de s'assurer une expansion territoriale, pas plus d'ailleurs de monnayer une adhésion à l'Axe. Etant donnée la position géographique de la Yougoslavie, qui se trouvait placée sur la voie de l'expansion allemande et

22. D'après Maček s'adressant à l'auteur: J. Hoptner, *op.cit.*, p. 308. Voir aussi, V. Maček, *In struggle for Freedom*, New York 1957, p. 211 sq.

23. La formule fut utilisée par Fran Kulovec, le ministre slovène du Gouvernement yougoslave. Les Slovènes se sentaient concernés en premier lieu par le danger nazi et étaient particulièrement conscients de ce que le territoire slovène serait le premier à être attaqué et occupé par les Allemands, cf. J. Hoptner, *op.cit.*, pp. 306-307.

24. A condition toutefois et pour autant que les Grecs continuent à défendre avec succès leur territoire, cf. A. Breccia, *op.cit.*, pp. 403, 404.

25. Sous le nom de "Guerre symbolique" le retrait d'une partie de l'armée yougoslave par Thessalonique avait été envisagé par les membres de la Régence hostiles à l'adhésion au Pacte tripartite (J. Hoptner, *op.cit.*, pp. 307-308; V. Maček, *op.cit.*, p. 211). Dans ce cas de figure aussi le port de Thessalonique avait une importance cruciale.

italienne, l'enjeu était autrement plus important: il s'agissait tout simplement d'éviter autant que possible la guerre qui s'annonçait, avec toutes ses implications politiques. On peut considérer que cette politique de tergiversations obtint quelques succès, du moins dans un premier temps.

Le putsch du 27 mars suscita des attitudes fort différenciées dans l'opinion publique ainsi qu'au sein des élites yougoslaves. A l'intérieur du clivage serbo-croate, chaque camp s'orientait vers ses alliés traditionnels; une sorte de symétrie de réciprocité était de mise. Il y eut toutefois des exceptions notables.

C'est ainsi que Krleža et Crnjinski, les deux grands écrivains, respectivement, croate et serbe adoptèrent une attitude relativement similaire à l'égard du putsch qui condamna la Yougoslavie en l'entraînant dans la guerre avec tout son cortège d'abominations, d'exterminations et d'horreurs rarement égalées. Même si elles ne furent exprimées qu'*a posteriori*, les réactions de ces deux écrivains sont aussi atypiques que paradoxalement significatives²⁶. Toutes deux s'inscrivent dans une orientation "yougoslave", plutôt que nationaliste, alors que les opinions publiques, tant croate que serbe étaient alors irrémédiablement polarisées selon des perspectives diamétralement opposées.

Dans une société où le taux d'analphabétisme s'élevait alors à près d'une moitié de la population²⁷, l'orientation des Églises est néanmoins bien plus représentative que celle de la mince couche des élites intellectuelles. Alors que l'Église orthodoxe serbe avait pesé de tout son poids en faveur du putsch²⁸, l'Église catholique de Croatie observa une

26. B. Petranović, N. Žutić, *27 Mart 1941. Tematska zbirka dokumenata* (Le 27 mars 1941. Recueil thématique de documents), Belgrade 1990, pp. 675, 677.

27. Lors du recensement de 1931 le pourcentage de la population yougoslave alphabétisée ayant plus de 10 ans, s'élevait à 55,4%, cf. Dj. Stanković, Lj. Dimić, *Istoriografija pod nadzorom. Prilozi istoriji historiografije I* (Une historiographie sous surveillance. Contributions à l'histoire de l'historiographie I), Belgrade 1996, p. 161.

28. C'est bien pour cette raison, en premier lieu, que le Patriarche Gavriilo Dožić (1938-1950) et l'évêque Nikolaj Velimirović furent internés à Dachau (l'arrestation du Patriarche par les Allemands eut lieu dès le 23 avril 1941) où ils restèrent jusqu'à la fin de la guerre. Considéré comme l'un des plus grands adversaires du régime communiste, l'évêque Nikolaj dut rester en exil après la guerre, alors que le Patriarche put rentrer en Yougoslavie, où il devait bientôt mourir des suites des mauvais traitements qu'il avait subis dans les camps nazis. Ses

attitude bien plus circonspecte. Les propos de l'archevêque de Zagreb, Mgr Alojzije Stepinac illustrent bien cette attitude sans concession: "Mais de toute cette affaire, c'est-à-dire le coup d'État, ressort à la lumière du jour le fait que les Serbes et les Croates représentent deux mondes, qui resteront toujours incompatibles, tant que le dernier d'entre eux est en vie. L'esprit byzantin est une chose si ignominieuse que seul le Tout-Puissant est capable de parer aux intrigues et aux turpitudes de ses gens-là. Que les contrats (le Pacte du 25 mars) soient rompus sans aucun scrupule est chose inconcevable pour nous autres"²⁹.

On peut considérer qu'après le 27 mars, la rupture entre Croates et Serbes est irrémédiablement consommée. Le royaume de Yougoslavie était donc virtuellement condamné avant même que les armées de l'Axe ne l'eussent dépecé à leur convenance, après la brève guerre d'avril 1941. Les Croates ayant refusé de se battre contre les nazis, Zagreb fit un triomphe à l'entrée de l'armée allemande, alors que Belgrade fut pratiquement rasée par les bombardements massifs à partir du 6 avril 1941.

Si l'on se place d'un point de vue plus général, la Yougoslavie devait jouer dans la tourmente de la guerre en Europe un rôle relativement important, ne serait que du fait que les Allemands durent perdre un

discours du 27 et 28 mars 1941 à la Radio Belgrade, ainsi que lors de l'audience du Général Simović, sont suffisamment explicites quant à l'attitude plus que favorable de l'Église orthodoxe serbe à l'égard du putsch du 27 mars, cf. *Memoari Patrijarha srpskog Gavrila* (Mémoires du Patriarche de Serbie Gabriel), Editions Richelieu, Paris 1974, pp. 399-411. Lors de l'audience du 23 mars chez le prince Paul, le Patriarche avait vivement exprimé sa désapprobation de l'adhésion au Pacte, allant même, semble-t-il, jusqu'à menacer le prince de sa démission, cf. *Memoari ...*, *op.cit.*, pp. 273-289; *Glasnik. Službeni list Srpske pravoslavne crkve*, br. 6 (1980), pp. 132-133; V. Terzić, *op.cit.*, pp. 411-412.

29. Pour poursuivre un peu plus loin: "De toute manière, les Croates et les Serbes sont deux mondes, les pôles Nord et Sud, qui ne se rapprocheront jamais, sauf miracle de Dieu. Le schisme (Orthodoxie) est la plus grande malédiction de l'Europe, presque plus grande que le protestantisme. C'est un monde où il n'y a pas de morale, pas de principes, pas de vérité, pas de justice, pas d'honnêteté" (extrait du journal du Monseigneur Stepinac, t. IV, pp. 172-173, 176, publié dans: *Tajni dokumenti o odnosima Vatikana i ustaške NDH* (Documents secrets sur les rapports entre le Vatican et l'État Indépendant Croate des Ustaši), Zagreb 1952). Restant à la tête de l'Église croate durant le régime nazi (1941-1945) Stepinac fut jugé et condamné (comme collaborateur du régime fasciste croate d'Ante Pavelić) à l'issue de la guerre (en octobre 1946 à seize ans de prison, commués en 1951 en résidence surveillée) par un tribunal du régime communiste lors d'un procès retentissant.

temps précieux et peut-être décisif sans pouvoir contourner un obstacle aussi embarrassant. Cette opération se révélera lourde de conséquences pour Hitler quant à l'issue de la Guerre, car la "rébellion" yougoslave et en général la campagne des Balkans devait retarder de plusieurs semaines l'invasion de l'URSS.

Organisée dès la capitulation d'avril, la résistance yougoslave fut de loin la plus importante dans toute l'Europe occupée. Elle devait obliger les Allemands et leurs alliés à engager plusieurs dizaines de divisions auxquelles furent infligées de lourdes pertes pratiquement durant toute la guerre.

Même si la leçon du borbier balkanique ne devait pas être suffisamment assimilée. Serait-ce faute d'un recul suffisant dans le temps —le recul qu'il faut, semble-t-il, laisser à l'histoire pour qu'elle puisse y voir plus clair? Puisse-t-on ne plus avoir à répéter ses leçons.